

# Le chancelier allemand doit parler aujourd'hui. Quel sera son nouveau bluff ?

COURRIER DE PARIS

## LE DERNIER CHIC

Cette guerre crée des héros. Mais elle crée aussi des types.

Et, sans qu'il en coûte rien, on peut, à cette heure, en rencontrer un assez réussi : c'est le monsieur qui, pour une raison ou une autre, une autre le plus souvent, s'est trouvé en relations avec les amis anglais et prétend le prouver. Comme il est juste, il admire leur force neuve et leur résolution superbe : mais l'hommage le plus vraiment français qu'il pense pouvoir leur rendre, c'est de placer au hasard de leurs mots et d'en émailler le discours. Et c'est ainsi que nombre d'excellents Parisiens, et qui l'étaient hier au point de se vanter d'ignorer magnifiquement toute langue étrangère, maintenant croient mettre non seulement un devoir, mais une élégance encore, à britanniser ferme leurs palabres et lieux-communs les plus chers.

Beaucoup de ces mots anglais, certes, ont ici déjà des états de loyal service. Il y a longtemps qu'on se y est fait. Le business a sa réputation bien établie, si le home a la sienne. Le five o'clock régnait, le select s'est vulgarisé et l'humour a voulu remplacer l'esprit, qui, paraît-il, avait la fâcheuse habitude de se trop couvrir les yeux. Mais il ne s'agit plus seulement de ces mots, nobles étrangers, qui n'ont pas d'équivalents. Et le langage à la mode, sans compter, prend de l'anglais tout ce qu'il peut : tremblez, Berlitz !

C'est ainsi qu'hier, au cabaret, j'entendais affirmer d'un vieux nautique, bien à la façon de chez nous, qu'il était merveilleux « in deed ». Le moindre regard de femme devient aussitôt « beautiful », tandis que, montmartroise, la « girl » fleurit. Et quant au « very nice » c'est le grand genre. Sans compter le reste. Pauvre « high life », malheureux « all right », vous n'avez pas si florissantes ici, comme par privilège, vous voilà débordés de toutes parts, et combien vous donnez déjà des airs de vieux toutes ces acclamations nouvelles ! Seul un Tristan Bernard pourrait dire à la fois votre charade d'être aussi éclipsés et cette curiosité d'aujourd'hui : non plus l'anglais, mais le français tel qu'on le parle.

J'ai hâte d'assurer que tout cela ne me gêne nullement. Il fut un temps déjà, très parisien pourtant, où il convenait de se faire blanchir à Londres, et où on relevait sa culotte parce qu'il pleuvait sur le Strand. Voltaire lui-même couchait une anglomanie, et elle ne l'empêchait pas d'être Voltaire. La langue de Shakespeare est d'ailleurs celle aussi de Lloyd George. Et, s'il est un espoir, c'est bien que le même mot de la victoire, un même jour proche, retentisse sur les lèvres de Douglas Haig et de Pétain. Cependant, qu'on me pardonne de sourire un peu, à tout cet anglais de fantaisie dont on se sert maintenant ici, comme certains personnages de Molière du latin.

En réalité, voilà bien encore un de nos traits de caractère. Il en est, certes, d'apparence moins aimable, et on peut bien s'exprimer de même entre amis éprouvés, quand cette même aisance à naturaliser des mots étrangers, dans cette langue dont Rivarol célébrait l'universalité, allait hier jusqu'à nous faire adopter les germanismes du vainqueur. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a là une façon de s'ennuyer et de s'ennuyer qui me fait rêver au cas de tout Versailles voulant se faire opérer parce que le chirurgien Félix avait opéré Louis de la fistule, et qui, à l'occasion, donne un peu sur les nerfs...

Oui, on a beau se dire que toujours il y eut de ces infiltrations et qu'il suffisait jadis de la vogue d'un musicien ou d'un danseur accouru du dehors pour soi-disant enrichir la langue de Pascal, à certaines heures, cette sorte d'internationalité des mots prend je ne sais quoi qui désoblige, avec une pointe de ridicule. On l'accepte, mais un peu, comme un ménage irrégulier, ou on en sourit comme à une comédie imprévue ; mais, malgré soi, plus que jamais, on souhaiterait d'entendre parler comme le bec vous a poussé et l'on éprouve comme la sensation d'une infidélité commise.

C'est dans ces heures-là que vous semble plus beau, d'ailleurs, précieux et cher que jamais, le simple et naturel français. Et n'ont-elles pas, aujourd'hui, précisément, sonné une fois de plus dans notre histoire ? Et n'est-il pas permis de ressentir une particulière fierté, de se croire même chic assez, en se servant simplement de ce français qui parle dans l'âme des poilus ? y compris, certes, tout ce qu'ils lui ont ajouté de nouveau, dans le pittoresque ou le subli-

me. N'exagérons rien. Tout ceci n'est que l'impression légère d'un Parisien qui sans doute se ressent trop d'un pain sans farine, et tâche à se divertir en se demandant ce qu'il adviendrait du français si, par une galanterie tout aussi logique, on allait l'adornier aussi de russe, de serbe, de roumain, d'italien, de siamois, de chinois et de japonais !

Mais peut-être ne lui en voudra-t-on pas trop de songer en passant, que le français, seulement français, suffisait — very well — aux Bulletins de la Grande Armée d'Éna.

Alexandre Hepp

### LE NOUVEAU MINISTÈRE HONGROIS

### M. WECKERLÉ succède au comte Esterhazy

Zurich, 20 août. — On mande de Budapest que M. Alexandre Weckerlé, qui a été reçu en longue audience par le roi, a été désigné comme chef du cabinet hongrois.

M. Weckerlé a conféré déjà avec plusieurs membres du cabinet.

[M. A. Weckerlé a déjà occupé le poste de ministre des finances de Hongrie en 1889 et celui de président du Conseil des ministres de Hongrie de 1892 à 1894, puis de 1906 à 1911.]

### Un hydravion italien coule un sous-marin

Rome, 20 août. — Le 18 août, dans la haute Adriatique, un de nos hydravions a jeté en plein des bombes sur un sous-marin ennemi, qui a coulé.

### Deux minutes d'arrêt !

Paris est devenu le centre de l'univers, car la guerre rassemble dans nos rues autant d'étrangers que la plus fréquentée de nos expositions. Paris, cependant, a gardé ses mœurs personnelles, à la bonne franquette, en dépit de ses invités. Il n'est pas question du tout, dans l'aventure que je vous raconte aujourd'hui, de comparer « Panam » à Babylone ou à Byzance. Ceux qui connaissent Naples, Vienne, Venise, Budapest et l'Espagne savent très bien qu'Eros est roi ailleurs que sur les trottoirs de chez nous, et les Britanniques qui fréquentent Leicester Square, la nuit tombée, ne sauraient s'indigner des ombres en jupes courtes qui vaquent au coin de la rue Cambon.

Mais l'Anglais que j'ai vu très sincèrement hors de lui pour le choquant de sa situation était un commandant assis dans une voiture découverte à côté d'une femme tout à fait respectable, — qui était la sienne, et dont l'indignation congestionnait le visage.

Il faut vous dire que le vieux cocher du vieux cheval arqué qui traînait le vieux fiacre s'était arrêté, à bout de résistance, devant une vespasienne du boulevard des Capucines. Le meneur de carrosse avait l'habitude des bonnes manières et une maladie de vessie. La première lui fit dire à ses clients, avec une politesse exquise : — Vous permettez ?

La seconde le fit descendre de son siège et s'engouffrer dans l'édicule.

Notre allié montra la qualité de son self control en ne rouant pas de coups son indésirable conducteur : quant à la dame, toute sa pudeur, vous dis-je, la congestionna.

Puis le vieux cocher du vieux fiacre se hissa sur son siège et reprit sa course en fouettant son cheval pour rattraper le temps perdu.

On dirait aujourd'hui au vénérable automédon qu'il s'est conduit comme un homme sans éducation qu'il n'y comprendrait rien. N'empêche que l'honorable commandant et la respectable commandante ont connu une gêne qui confinait à la stupeur.

Avons-nous tort ? Ont-ils raison ? Que sais-je ? Toujours est-il qu'on peut être des alliés qui s'aiment et voir un petit abîme se creuser tout à coup... — D.

### Les Argonautes de la paix

Après l'Œuvre, le Temps d'hier rappelait aux députés du Soviet que « l'état politique de leur pays a beaucoup changé sous l'influence des nécessités militaires, depuis qu'ils ont quitté la Russie ».

« Avant de parler davantage au nom de la Russie, — écrit le Temps, — ils agiraient sagement en allant voir ce qu'elle pense. »

Nous croyons savoir que MM. Smirnov et Goldenberg ont quitté cette nuit Paris, pour se rendre en Angleterre, d'où ils regagneront la Russie.

# L'ŒUVRE

25, Rue Royale (8<sup>e</sup>)  
TÉLÉPHONE : ÉLYSÉE 43-45 à 43-46  
APRÈS 21 HEURES : GUT. 76-83

Directeur

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS :

|          |        |        |        |
|----------|--------|--------|--------|
| Paris    | 1 an   | 6 mois | 3 mois |
| Départ   | 20 fr. | 10 fr. | 5 fr.  |
| Etranger | 24 fr. | 12 fr. | 6 fr.  |
|          | 30 fr. | 15 fr. | 9 fr.  |

## LA BATAILLE EST ENGAGÉE DEVANT VERDUN

Nos troupes ont attaqué sur un front de 18 kilomètres  
et enlèvent d'importantes positions

4.000 PRISONNIERS SONT DÉJÀ DÉNOMBRES

### Communiqués français

14 HEURES

En BELGIQUE, lutte d'artillerie assez violente dans la région au nord de BILSCHOOOTE.

En CHAMPAGNE, nos batteries ont exécuté des tirs efficaces sur les organisations allemandes. Plusieurs incursions dans les lignes ennemies nous ont permis de ramener des prisonniers.

Sur les deux rives de la MEUSE, nos troupes se sont portées ce matin à l'attaque des positions allemandes avec une magnifique ardeur.

D'après nos premiers renseignements, la nouvelle bataille de VERDUN se développe à notre avantage sur un front de 18 kilomètres, du bois d'AVOCOURT au nord de BEZONVAUX. De nombreux prisonniers sont déjà ramenés à l'arrière. La bravoure de nos troupes est au-dessus de tout éloge.

Dans la région de BADONVILLER, nous avons aisément repoussé un coup de main ennemi. Assez grande activité d'artillerie en HAUTE-ALSACE.

23 HEURES

Sur le front au nord de VERDUN, nos troupes ont enlevé des deux côtés de la MEUSE les défenses ennemies sur un front de dix-huit kilomètres et sur une profondeur qui dépasse deux kilomètres en certains points.

Sur la rive gauche, nous tenons en particulier le bois d'AVOCOURT, les deux sommets du MORT-HOMME, les bois des CORBEAUX et de CUMIÈRES. Sur la rive droite, nous avons enlevé la cote du TALOU, CHAMP, CHAMPNEUVILLE, la cote 344, la ferme de MORMONT, la cote 240, au nord de LOUEMONT. A droite, nos troupes ont largement avancé dans le bois des FOSSES et dans le bois LE CHAUME. Le chiffre des prisonniers valides est supérieur à QUATRE MILLE.

Les Allemands ont violemment contre-attaqué au bois d'AVOCOURT, au MORT-HOMME et à la cote 344. Nos feux ont partout anéanti leurs efforts et leur ont infligé de lourdes pertes.

Notre aviation a pris une part brillante à la bataille, mitraillant à faible hauteur les rassemblements ennemis et contribuant ainsi à repousser les contre-attaques. Nos pilotes ont abattu onze avions allemands sur le front de l'armée. Deux autres appareils ennemis ont été descendus par nos canons spéciaux. Canonnade intermittente sur le reste du front.



FRONT DE DÉPART DE L'ATTAQUE

## NOS ALLIÉS ITALIENS ATTAQUENT ET REMPORTENT UN SUCCÈS SUR L'ISONZO

Plus de 7.500 prisonniers

### Communiqué italien

LUNDI APRES-MIDI

La bataille est actuellement en cours sur le front des ALPES JULIENNES. Hier matin, après vingt-quatre heures de bombardement, pendant lesquelles notre artillerie a battu les positions ennemies avec une intensité toujours croissante, les masses de notre infanterie ont commencé à avancer vers les objectifs qui leur avaient été assignés.

Au nord de ANHOMO, après avoir brillamment surmonté les difficultés techniques et la résistance de l'ennemi, de nombreux ponts ont été jetés sur l'ISONZO, et nos troupes sont passées sur la rive gauche du fleuve.

Depuis Plava jusqu'à la mer, après avoir rapidement traversé la première ligne ennemie, complètement détruite, nos troupes ont fait pression sur l'adversaire, qui se maintenant fortement, et soutenu par une nombreuse artillerie ainsi qu'une grande quantité de mitrailleuses, opposait une résistance désespérée.

Un total de 208 avions ont inégalement concouru à la bataille, attaquant à plusieurs reprises, à coups de bombes et de mitrailleuses, les troupes massées sur l'arrière des positions ennemies.

L'action de l'infanterie continue vigoureusement pendant que l'artillerie poursuit avec énergie son œuvre de destruction.

Les pertes de l'adversaire sont très graves ; dès maintenant, le butin s'annonce comme très considérable ; quelques canons et beaucoup de mitrailleuses sont déjà entre nos mains. Jusqu'à hier soir, plus de SEPT MILLE CINQ CENTS SOLDATS ET UNE CENTAINE D'OFFICIERS ont déjà passé par nos camps de concentration.

Les Allemands s'attendaient à notre attaque sur les deux rives de la Meuse. Ils l'ont répété sur tout les tons. Ils ont exécuté, pour en être plus sûrs, le 17 août, une reconnaissance sur Bezonvaux et le bois des Caurières à l'ouest, et, quoiqu'ils aient été rejetés le lendemain des éléments de notre première ligne dans lesquels ils avaient pu pénétrer, ils ont prétendu s'être parfaitement rendu compte de nos préparatifs.

Au surplus, la préparation d'artillerie indispensable avant tout assaut ne permet plus maintenant de procéder par surprise : il faut en prendre son parti.

L'ennemi n'a donc pas été surpris ; malgré cela, il nous a laissé l'initiative, qu'il plus tard à nier nos succès, en prétendant que nous n'aurons pu atteindre tel but imaginaire et grandiose qu'ils nous prêteront.

Cette initiative nous a largement réussi.

Voici d'abord le bois d'Avocourt, perdu au commencement de cet été, repris.

Sur les deux sommets du MORT-HOMME, ces fameuses cotes 285 et 285, dont on parlait tant au printemps de 1916, nos soldats ont paru de nouveau, s'étendant à droite jusque dans les bois des Corbeaux et de Cumières.

Sur cette rive gauche de la Meuse, d'Avocourt à la rivière, on mesure quatorze kilomètres, sur lesquels nous avons avancé en moyenne de mille à quinze cents mètres.

Notre avance est encore plus sérieuse à l'est du cours d'eau. Nous sommes maîtres de la cote de Talou, que les Allemands prétendent nous avoir cédée gratis. Nous verrons combien ils risqueront d'hommes pour essayer de la reprendre.

A la cote 344 et à la ferme Mormont, observatoires magnifiques qui dominent Samogneux et le couloir de la Meuse, nous avons accompli un bond de plus de deux mille cinq cents mètres.

En pénétrant dans les bois des Fosses et de Chaume, nous avons grandement élargi notre position de Bezonvaux.

Nous avons pris 4.000 ennemis au moins et demain nous chiffrerons le matériel enlevé.

Nous arrêterons-nous là pour cette fois, ou bien l'ennemi, désespéré, reculera-t-il davantage ? Qu'importe ! si ce n'est pas demain, ce sera forcément bientôt.

A elle seule, cette victoire ne suffit-elle pas pour faire taire les mauvais prophètes et dissiper les derniers malentendus ?

De Angho, sur l'Isonzo, à 3 kilomètres de Plava, jusqu'à la mer, les Italiens ont déclenché, dans la matinée du 19, une grande attaque, après vingt-quatre heures seulement de bombardement.

Le communiqué du général Cadorna ne nous dit pas jusqu'où nos alliés ont porté leur nouvelle ligne, mais le nombre de 7.500 prisonniers déjà décomptés nous fait augurer une brillante victoire.

Général Verraux

### Comment les Allemands expliquent leur défaite

Communiqué allemand du 20 août, 14 heures. — Armées du Kronprinz : La bataille de Verdun a commencé ce matin de bonne heure, sur les deux rives de la Meuse, depuis le bois d'Avocourt jusqu'au bois des Caurières (23 kil.), par de fortes attaques françaises. La lutte d'artillerie a duré toute la journée et s'est prolongée sans interruption pendant la nuit, avec une extrême violence. Ce matin, le feu roulaient le plus intense a précédé l'attaque de l'infanterie. Les Français ont occupé sans combat la cote de Talon, qui avait été abandonnée comme ligne de défense depuis le mois de mars de cette année et n'était plus tenue que par des postes. Ceux-ci ont été retirés méthodiquement et sans que l'ennemi nous ait inquiétés, au cours de la journée d'hier. Sur tous les autres points de ce large front de bataille, la lutte bat son plein.



## Les Conseils généraux

Hier s'est ouverte dans toute la France la session des conseils généraux. Voici, parmi les dépêches qui nous sont parvenues hier soir concernant la séance d'ouverture des différentes assemblées départementales, celles qui sont particulièrement intéressantes :

**Bar-le-Duc, 20 août.** — M. Maginot, ministre des colonies, a été réélu président du Conseil général de la Meuse. A la séance d'ouverture de l'assemblée, il a prononcé un discours où il a dit notamment :

La paix, certes, on conçoit qu'on y aspire après trois années de souffrances, de sacrifices et de deuils qui vont s'ajoutant les uns aux autres. C'est humain, et, quelle que soit la vaillance d'un peuple, on ne doit pas s'illusionner que la fin d'une aussi longue épreuve lui apparaisse comme une délivrance. Mais encore faut-il que cette délivrance puisse être réelle, que, la guerre finie, il soit vraiment possible de vivre dans la liberté et que l'avenir nous cauchemarde ne puisse recommencer demain. La paix, en effet, ne peut valoir que par ce qu'elle apporte et, en posant ce principe, c'est l'avenir qu'il faut considérer bien plus que le présent.

M. Maginot déclara ensuite que nulle paix n'est possible si l'Alsace et la Lorraine ne nous sont pas restituées et si les dommages et les ruines accumulées sur notre territoire ne sont pas réparés par ceux qui ont été les auteurs volontaires. Et le ministre a terminé en disant :

Une paix qui ne nous assurerait pas cela nous délivrerait peut-être momentanément de la guerre, mais nous ferait par la suite une existence qui ne vaudrait pas la peine d'être vécue. Voilà ce qu'il faut se dire aux heures de féroce, voilà ce qu'il faut dire avec fermeté à ce pays, qui ne manquera pas d'ailleurs de nous juger sévèrement demain s'il pouvait nous reprocher de l'avoir, dans un instant de faiblesse, laissé frustrer du prix de sa magnifique vaillance.

**Paris, 20 août.** — A la séance d'ouverture du Conseil général, M. Barthou a prononcé un discours dans lequel il a parlé de l'effort nécessaire pour la victoire.

Il faut, a-t-il dit, que chacun à sa place, dans la mesure de ses aptitudes et de ses moyens, fasse plus que son devoir pour être sûr d'avoir fait tout son devoir : les soldats héroïques nous donnent l'exemple ; ils tombent, ils souffrent, ils espèrent. Les soldats de la France sont dignes d'elle. Ayons la volonté d'être dignes d'eux. Si nous aspirons à la paix, ne lui sacrifions pas nos destinées, la sécurité et l'honneur du pays. Nous sommes une génération qui passe et nous avons la charge de la France. La lutte n'est pas finie.

Mais ne nous laissons pas détourner de cette rude lutte par des invitations dont ne s'accommodent pas notre honneur. N'oublions même pas les voix les plus hautes, si elles font la part égale aux bandits et aux héros, aux bourreaux et aux victimes.

**Grenoble, 20 août.** — M. Antonin Dubost, président du Sénat, a ouvert la séance du Conseil général de l'Isère et prononcé un discours dont voici le principal passage :

Par l'extrême sévérité de son organisation, par la fermeté de ses expédients, l'Allemagne est capable d'imprimer à la guerre des directions inattendues et de jeter soudain de nouveaux poids dans la balance des forces. Le désordre russe, la guerre sous-marine, la campagne pacifiste sont ses expédients les plus récents. A mesure que nous en paralysons les effets d'une manière parfois dispersée ou tardive, sa force, sa concentration de la dynastie, de l'armée, de la diplomatie et de la police est en travail de quelque machination nouvelle.

Il faut donc durer, mais durer dans la veille et non le sommeil, dans le renouvellement et non l'immobilité.

### Carnet du ravitaillement

## L'arbitraire et le chocolat

Voici donc le chocolat taxé quant à son prix, et réglementé quant à sa composition. C'est excellent pour le consommateur et la mesure est des plus louables.

Quel dommage pourtant que nos dirigeants ne puissent rien faire qui ne soit entaché d'arbitraire !

Il fallait une sanction à cet arrêté de M. Viollette. Comme la loi n'en fournissait aucune et comme la cour de Poitiers vient d'avoir le courage de déclarer qu'aucune peine n'est légalement applicable aux boulangers contrevenant aux innombrables décrets sur le pain, notre grand ravitailleur a trouvé un expédient.

Les chocolatiers réfractaires ne seront pas traduits devant des tribunaux qui risqueraient désormais de les renvoyer absous. Ils seront jugés par une commission spéciale (vraiment oui, très spéciale) composée de dix membres, dont trois seront désignés par le ministre et trois par la chambre syndicale des fabricants de chocolat. Ce tribunal signalera le contrevenant au ministre et celui-ci lui supprimera, s'il le juge bon, toute fourniture de sucre ou l'autorisation d'importer du cacao.

Le procédé est évidemment ingénieux. Mais on peut se demander avec inquiétude où s'arrêtera la fantaisie des pouvoirs publics.

Il n'est plus chez eux aucun souci de légalité. La censure en était déjà un exemple fâcheux. Diverses mesures concernant le gaz ou l'électricité, la fermeture des magasins, la vente du pain frais, etc., ont continué la série.

Si la loi est devenue un accessoire encombrant, il vaudrait peut-être mieux s'en passer tout à fait. On économiserait du moins le temps qu'on met à la voter et les divers frais qu'entraîne l'existence d'un Parlement. — L'ARTISAN.

## L'AFFAIRE ALMEREYDA

De l'enquête il ressort qu'Almeryda est arrivé à la prison de Fresnes chaussé de bottines à tiges montantes, avec des lacets en fil. La strangulation a été obtenue par les deux lacets ajoutés bout à bout.

Tels sont les points de fait aujourd'hui acquis.

On annonce, d'autre part, que Mme Almeryda va se porter partie civile, tant en son nom qu'au nom de son fils.

Enfin, malgré l'intérêt qu'il aurait à la connaître, la qualification de la prévention dirigée contre Almeryda est encore inconnue.

S'il est vrai, comme on l'affirmait hier, que sa participation dans l'affaire Duval ne l'exposait qu'à une peine éventuelle d'un à cinq ans de prison, la version du suicide, pour n'être nullement exclue, n'en sera pas plus facilement admise.

## Mors-d'œuvre

### Le cœur a ses raisons...

*J'ai reçu pas mal de lettres à la suite d'un article où je constatais les succès féminins remportés par nos alliés anglais, canadiens, américains.*

*Des dames m'ont écrit :*

« Ce n'est pas vrai... Ce ne sont pas des Parisiennes, ce ne sont pas des Françaises qui se tiennent aussi mal. »

*Argument sentimental, analogue à celui par lequel nous traitons de Boche le monsieur qui a mis tous les torts de son côté en n'étant pas de notre avis.*

*Mais voici une lettre qui donne aux faiblesses des Parisiennes envers nos amis (à supposer que les Parisiennes aient des faiblesses) une raison, ou du moins une excuse :*

« Il existe, monsieur, entre les armées alliées et la nôtre, quelques différences perceptibles à l'œil d'une femme.

« L'officier britannique s'efforce de faire du soldat un gentleman. Les mots « smart » et « smartness » reviennent dans toutes les circulaires. Par sa tenue extérieure, par sa correction, Tommy est un monsieur.

« La première division américaine arrivée en France a voyagé d'El Paso à New-York (quatre jours et quatre nuits) en sleeping-car ; le simple soldat ayant sa couchette comme le général.

« En France, au contraire, nous estimons que tout ce qu'il y a de plus mauvais, de plus mal fichu, de plus toqué, est assez bon pour le soldat. On se désintéresse de son éducation, de son confort, de sa toilette ; on ne lui distribue ni brosse à dents, ni brosse à cheveux, ni rasoir.

« Aussi Tommy a-t-il peu de mérite à briller davantage. »

*Où... j'ai vu hier un groupe de poilus français croiser une bande de « tommies ».*

*Sans doute, les Français avaient l'œil plus éveillé et infiniment plus de personnalité dans la physionomie.*

*Mais les autres étaient bien habillés, les autres étaient propres.*

*C'est une question dont la portée dépasse même celle de la guerre...*

*Car on peut se demander si le poilu dont l'éducation a été à ce point négligée pendant la guerre ne sera pas handicapé plus tard, vis-à-vis des étrangers qui, pendant ce temps, ont reçu des soins physiques et une culture morale. On peut même se demander si, dans la lutte commerciale qui succédera à la lutte des armes, le Français sera « à la page »...*

G. DE LA FOUCHARDIÈRE.

### Le triomphe du protocole

S. M. le roi d'Angleterre a envoyé un télégramme à M. Poincaré à l'occasion de son anniversaire.

Sur quarante millions de Français, combien savaient que notre président de la République est né le 18 août ?

C'est un renseignement qu'on ne trouve dans aucun dictionnaire. Seul un Gotha bien à jour a pu le fournir. Seul George V a pu offrir ses souhaits au

chef de l'Etat français avec cette exactitude qui est la politesse des rois.

### Histoires de chasseurs

On trouve dans tous les journaux bien informés la touchante histoire suivante, histoire pleine d'intérêt, mais dénuée de précision :

LE PÈRE, LA MÈRE ET LE FILS SE BATTENT DANS LE MÊME BATAILLON

On a trouvé, au milieu des hommes d'un bataillon de chasseurs à pied, une femme et un jeune garçon de quatorze ans. Enquête faite, c'étaient la femme et le fils d'un chasseur, qui n'avaient trouvé rien de mieux pour n'être pas séparés de lui.

Tous deux, la femme et le jeune homme, faisaient le coup de feu dans la tranchée comme de simples poilus. Le plus jeune, quant à l'histoire, c'est que cela durait depuis cinq mois sans que l'autorité supérieure en ait eu connaissance.

Faut-il croire sans réserves ?

Ce serait bien fâcheux pour la discipline dans l'armée française.

Mais rassurons-nous... Les histoires de chasseurs sont toujours un peu exagérées.

Oh ! Oh !

Un de nos confrères, ordinairement très respectueux envers les pouvoirs publics, fait précéder le récit d'une cérémonie métallurgique de ce titre et de ce sous-titre :

LE PLUS PUISSANT HAUT-FOURNEAU DE FRANCE  
M. Albert Thomas à Caen

N'exagérons rien.

### Faire-part

Dans la petite commune d'Orly, une famille était, depuis trente mois, sans nouvelles d'un soldat marié et père de trois enfants, dont l'aîné est âgé de huit ans.

Vainement des démarches répétées furent faites au dépôt du disparu et près des bureaux du ministère de la guerre. Aucune nouvelle ne put être donnée.

Or, le dimanche 12 août, le garde-champêtre de la commune d'Orly apporta à la mère du soldat, sans autre explication, un paquet contenant le livret militaire de son fils, son porte-monnaie, une paire de ciseaux, quelques cartes et quelques autres objets déchirés et tachés de sang.

Le paquet, depuis trente mois, se promenait à travers les bureaux.

La mère n'a pas reçu d'autre avis de la mort de son fils.

### UN GRAND BLESSÉ

Sous ce titre Un grand blessé Mlle Jehanne d'Orliac publie aujourd'hui (chez Flammarion) un poignait, angoissant et très émouvant roman.

Dans Un grand blessé, Mlle Jehanne d'Orliac analyse, avec infiniment de talent et de pénétration, psychologique, un nouvel héroïsme, non celui qui fait mourir bravement, mais celui qui force à vivre, alors que toute raison de vivre paraît abolie.

Le « grand blessé » est un de ceux dont la guerre a mutilé le corps et brisé le cœur. Artiste, il ne peut plus exercer son art ; amoureux, il ne retrouve plus, au retour, l'objet de sa férocité.

C'est une très belle œuvre.

### Est-ce bien un suicide ?

Le maître Saint-Saëns, à qui rien d'humain n'est étranger, a adressé à M. Cunisset-Carnot la lettre suivante :

Cher monsieur, vous avez témoigné le désir qu'un de vos lecteurs vous signalât des cas où des oiseaux auraient préféré la liberté à la vie.

Je puis vous en citer un.

Il s'agit d'un moineau que l'on avait capturé et qui ne pouvait s'habituer à la

captivité. Il ne cessait de s'agiter, de s'épuiser en efforts infructueux pour passer à travers les barreaux de sa cage. On crut remarquer qu'il cherchait à se noyer dans sa baignoire ; on la lui retira, ne lui laissant que le petit godet en verre que l'on a l'habitude de fixer en haut de la cage pour que l'animal puisse boire. Quelques jours après, on l'a trouvé mort un matin, la tête plongée dans l'eau et le corps dans une position gênante excluant toute idée de hasard : l'intention de suicide était donc évidente.

Veillez donc agréer, etc...

C. SAINT-SAËNS,  
de l'Institut.

Voilà une anecdote d'actualité brûlante.

D'autre part, des braconniers ont souvent eu l'occasion de rencontrer dans les bois des lièvres ou des lapins qui s'étaient suicidés en se passant au cou un lacet en fil de laiton.

Ce qui prouve que le fait est courant et ne vaut pas tant d'histoires.

## LES SOCIALISTES

### et les syndicalistes aussi veulent aller à Stockholm

Les délégués du Soviet, qui avaient négligé de rendre visite à la C. G. T. officielle avant d'aller conférer avec les neutralistes italiens, n'ont pu, au retour, refuser l'invitation qui leur avait été faite par les représentants qualifiés du syndicalisme français. La première entrevue qui a eu lieu samedi n'ayant pas permis d'épuiser la discussion, celle-ci a repris hier soir à la Maison des Syndicats, rue de la Grange-aux-Belles. Les membres du comité confédéral étaient, encore une fois, au complet.

Avant d'être entendus les explications des pèlerins de Petrograd sur la situation en Russie, l'état d'esprit du prolétariat moscovite et leurs raisons de réunir l'Internationale ouvrière au grand complet, les secrétaires et délégués de syndicats ont fait valoir leur opinion. Il semble résulter de ces interventions que tout le monde, ou à peu près, est volontiers disposé à faire le voyage de Stockholm. L'accord n'est peut-être pas aussi complet en ce qui concerne le but de ce voyage. Toutefois, un vote a fait l'accord sur une question de principe. A l'unanimité moins deux voix, le comité confédéral considère que la C. G. T. française pourra participer officiellement à la conférence internationale à Stockholm ou ailleurs. Cette décision a été prise conformément aux vœux exposés par M. Jouhaux, qui était rentré tout exprès de province, où une indisposition l'avait retenu au cours d'une tournée de propagande. Toutefois les modalités de cette participation à la conférence restent encore à régler, le comité se réunira prochainement à cet effet.

Les socialistes ont arrêté, sinon leurs dernières dispositions, tout au moins les avant-dernières. La commission administrative permanente du parti était convoquée à la même heure que le comité confédéral pour constituer la liste des délégués à la conférence de Stockholm.

Les trois tendances voulant être représentées, la discussion fut extrêmement longue, parfois confuse et souvent violente. A propos de la désignation des pèlerins, les questions qu'ils doivent discuter avec les socialistes alliés et ennemis ont fait l'objet d'un nouveau débat. M. Edgard Milhaud, désigné par les majoritaires pour représenter la fraction socialiste patriote, déclina l'honneur que lui font ses amis si la question des responsabilités de la guerre avec mise en accusation des socialistes impérialistes allemands devant l'Internationale ouvrière ne figure pas en tête de l'ordre du jour de la conférence. Les majoritaires, les minoritaires et les kienthaliers, qui ont droit à deux représentants, se sont finalement mis d'accord sur une liste qui ne sera communiquée qu'après ratification de la C. A. P.

## L'ŒUVRE militaire

## Tous les paludéens aux champs

Un médecin qui s'est spécialisé dans l'étude du paludisme m'adresse la note que voici :

Un soldat rentre en France après dix-huit mois de campagne dans la vallée du Vardar ; il est paludéen ; c'est même pour cette raison qu'il est rapatrié. Il a fait un premier séjour de cinq semaines à l'hôpital de Salonique ; il en fait un second d'une quinzaine de jours à Marseille ou à Toulon, en descendant de bateau, puis il part chez lui en convalescence d'un mois, au maximum.

Anémie, affaibli, au début il ne peut se livrer à aucun travail agricole sérieux, la fatigue faisant vite renaître les accès. Pourtant, au bout de ce premier mois, il est mieux, les forces reviennent avec l'appétit, il travaille un peu ; cet homme se remettrait complètement, et il le sent bien, s'il continuait de vivre au grand air des champs.

Mais il doit rentrer au dépôt ; sa convalescence est terminée. Auxiliaire ou service armé, il y mène une vie déprimante : l'« ordinaire » ne convient ni à son foie ni à son estomac ; la chambrée ou l'atelier aggrave son anémie ; la manœuvre ou l'exercice lui enlèvent en huit jours ce qu'il avait gagné de force ; fatalement il aboutit à un nouvel accès, et c'est la visite au corps, puis l'hôpital, un mois, avec un autre mois de convalescence, aussi inutile que le premier.

Et ce sera ainsi jusqu'à la fin de la guerre. Car c'est ainsi depuis déjà un an que les paludéens reviennent de notre armée d'Orient, et il ne semble pas que l'administration militaire envisage d'autre solution au mal paludéen que ce cycle périodique.

Notez que chaque dépôt, dont les corps ont fourni du renfort à l'armée d'Orient, renferme en moyenne de 50 à 200 paludéens ; que ces paludéens ont reçu dans les hôpitaux tous les soins médicamenteux et autres qu'exigeait leur état : quinine, arsenic, fer sous toutes les formes et par toutes les voies, et qu'en dépit des méthodes, des pontifes et de la science, ces malheureux restent des infirmes, sujets à de multiples rechutes qui empoisonnent leur vie, parce qu'on n'a pas osé prendre la seule décision qui convenait pour aboutir à la guérison, à savoir : la vie aux champs par la réforme temporaire. Et, pour n'avoir pas osé cette réforme temporaire, on a perdu des centaines de milliers de journées de travail agricole que les paludéens auraient pu fournir en parachevant leur guérison ; on a encombré les dépôts de non-valeurs et occupé en pure perte des milliers et des milliers de lits d'hôpital ; on a gâché des tonnes de quinine et gaspillé du matériel et du personnel hospitalier.

Car on ne se lassera pas de le répéter et de le crier : c'est aux champs que le paludéen peut achever de guérir ; et c'est là qu'il faut l'envoyer jusqu'à guérison ; c'est l'air seul des champs qui lui refait des globules et de la force, et c'est cet air-là qu'il faut l'envoyer respirer aussi longtemps que l'exigera son état.

Surveillés de près par des médecins inspecteurs compétents, il pourrait sans inconvénient mener sa vie de cultivateur du temps de paix, et les plus jeunes pourraient être reversés dans leur arme primitive et faire de nouveau campagne sur le front français, après trois, six mois ou un an de vie agricole. Tout le monde y trouverait son compte : le paludéen qui serait guéri ; le dépôt du corps qui récupérerait vraiment des hommes, des soldats, et non pas des fantômes comme en ce moment ; le service de santé qui ferait l'économie de milliers de journées d'hôpital ; la nation, enfin, qui n'aurait pas à verser les secours, gratifications ou pensions qu'entraîneront inévitablement les maladies chroniques contractées en service.

La mesure préconisée par notre correspondant semble en effet la seule vraiment rationnelle et profitable en ce qui concerne les paludéens. Nous soumettons cette excellente idée au sous-secrétaire d'Etat du service de santé.

Mortimer-Mégret

## RÉPONSES

Lecteur 25. — La réforme n° 1 est définitive. La gratification vous sera continuée ou supprimée.

M. D. 33 C. M. — Il est toujours considéré comme père de quatre enfants.

C. C. 1767. — Demandez au général commandant la région dont dépend votre ancien corps.

A. L. 7. — Oui.

P. R. 221. — C'est une question d'espèces. Vous pouvez le demander, mais on peut vous le refuser.

A divers lecteurs. — 1° Tant que la loi sur les loyers n'est pas adoptée par les deux Chambres et promulguée, il n'est pas possible de dire ce qu'elle sera. 2° Depuis une circulaire du 14 juin 1917, la solde mensuelle n'est plus un obstacle à l'attribution de l'allocation, à condition, bien entendu, que le bénéficiaire soit nécessaire.

A. M. 13. — Les employés auxiliaires ont été utilisés par toutes les administrations. Cette pratique paraît régulière.

R. B. 101. — L'allocation n'est pas accordée aux femmes d'officiers.

214. — Faites une demande par la voie hiérarchique en établissant votre droit à la solde mensuelle par le nombre d'années de service.

Un père. — Demandez toujours. Le tout est de savoir si votre femme est nécessaire.

M. B. 12509. — Vous avez le moratorium pendant six mois. Mais la loi va changer cela. Attendez.

C. M. 80. — En principe, non. Demandez toujours.

B. D. G. 20. — 1° Non. 2° Oui.

G. C. à C. — Faites appel à la préfecture.

F. B. 56. — 1° Demandez des délais. Vous y avez droit. 2° Oui. D'ailleurs, c'est votre intérêt.

F. L. 1911. — Demandez l'allocation à la mairie.

E. M. B. — Seules, de par la loi, ont droit à un secours les femmes enceintes qui font un travail salarié.

G. G. 20<sup>e</sup> section. — Ce ne peut être un droit.

13 L. T. — Un certificat est indispensable. Ne pouvez-vous l'obtenir de vos anciens patrons ?

L. A. 36 T. — Cela dépend de la situation que vous avez pu retrouver.

E. B. 87 art. — Votre engagement vous lie. Mais faites appel pour l'allocation.

R. M. 444. — Pour les disparus, l'allocation doit continuer.



— Vous avez vu cet arrêté contre les spéculateurs ?

— Nous ne sommes pas des spéculateurs : nous sommes des commerçants.



## Contre le baccalauréat

Donc les professeurs de la Faculté des Sciences de l'Université de Paris, qui compte des savants tels que Lippmann, Picard, Appell, Delage, Bonnier, Dastre, Haller, Wallerant, Painlevé, Le Chatelier, Borel, Jean Perrin, Matruhot, Cotton, Puisseux, etc., etc., viennent de se réunir, et ils ont, sous une forme très courtoise, déclaré à peu près ceci :

Nous en avons assez de perdre notre temps à faire passer le baccalauréat. Ce n'est pas notre métier. Nos laboratoires nous réclament. Nous devons, vis-à-vis du pays, consacrer notre force et nos trop courtes heures de travail et de vie à des besoins nationaux plus utiles.

Nous applaudissons. Eh quoi ! les Universités apparaissent jadis, aux bons bourgeois, comme des fabriques à produire des bacheliers, et je ne nierais pas que certains professeurs d'Universités, qui n'avaient jamais entrepris des recherches personnelles, ni formé des étudiants aux méthodes de ces recherches, n'eussent des conceptions analogues. Mais ces temps sont révolus. Les Universités doivent être des écoles d'apprentissage pour ce noble et difficile métier qu'est le travail scientifique, l'avancement de la science ; sinon, elles n'ont aucune raison d'être.

Si l'on s'imagine ce qu'est un laboratoire de recherches dirigé par un Pasteur ou un Berthelot — ne parlons que des morts — et quelle activité maître et disciples y déploient dans la fièvre d'une année qui s'achève, on devra être étonné que le chef, l'esprit directeur de cette maison de science, soit contraint, en juin et juillet, d'abandonner sa grande œuvre pour aller surveiller ou corriger des épreuves d'enseignement secondaire. Outre qu'il est souvent mal préparé à juger, selon la vraie norme moyenne, des collégiens ou lycéens, il quitte sa tâche essentielle pour une autre qui, en toute vérité, n'est pas la sienne.

Aussi bien, dans ces dernières années, les professeurs de l'enseignement secondaire ont été introduits, de plus en plus nombreux, dans les jurys des divers baccalauréats. C'est justice et c'est sagesse. Ils sont là à leur place.

Ils y sont d'autant mieux que le personnel enseignant de tout notre enseignement secondaire, officiel ou libre, constitue, par sa valeur intellectuelle, par sa formation pédagogique et par son dévouement extrême, l'une des plus indiscutables supériorités de la France.

Appartenant moi-même à l'enseignement supérieur, je puis déclarer, en toute sincérité que, s'il est d'autres pays dont le haut personnel universitaire soit comparable au nôtre ou dont les instituteurs et institutrices primaires rivalisent avec les nôtres (ce qui est déjà malaisé) en zèle et en valeur, il n'existe pas un seul Etat au monde dans lequel les professeurs de collèges et de lycées aient une vigueur intellectuelle et une richesse de pensée comparables à celles de nos professeurs français.

Or, ce sont eux qui connaissent les élèves de l'enseignement secondaire ; ce sont eux qui doivent les juger.

Lorsqu'on objecte, comme on vient de le faire aux professeurs de la Faculté des Sciences, que le baccalauréat est le premier des vieux grades traditionnels conférés par les Universités (1° baccalauréat ; 2° licence ; 3° doctorat), on confond les baccalauréats d'Universités (comme ceux de la Faculté de droit) avec le baccalauréat courant, qui est tout uniment l'examen terminal des études secondaires.

Il est cela. Il ne doit être que cela. En vertu de cette définition même, il doit être réformé. S'il est un certificat d'études secondaires, qu'on en di-

minue les aléas et qu'on en simplifie les modalités.

Il est des sessions de baccalauréat dans lesquelles le nombre des refusés atteint 60, 65 ou même 70 pour cent. Le bon sens français est là pour dire que c'est absurde.

Où l'enseignement donné est mauvais, ou l'examen qui le termine et qui doit le couronner ne correspond pas à l'enseignement.

C'est un dilemme sur lequel il importe d'insister. De pareilles proportions de refusés sont ou la condamnation de l'enseignement ou la condamnation de l'examen.

Il n'est pas admissible que tant de forces et tant de temps soient consacrés par un personnel d'élite à faire faire, durant sept et huit ans, des études secondaires aux enfants de la bourgeoisie française, et que tout cet effort aboutisse à des examens auxquels sont seulement reçus deux ou trois cinquièmes de ceux qui s'y présentent.

Si les études étaient normalement organisées et si l'examen et le certificat étaient le couronnement normal, si une élimination sérieuse se faisait à l'entrée de chaque classe et si l'on se débarrassait ainsi progressivement des incapables ou des rétifs, je pose en principe que le nombre des reçus devrait être égal au moins à 85 ou 90 pour cent.

Qu'on y réfléchisse. Encore une fois c'est une question de bon sens. Le temps presse. Demain commencera l'après-midi qui devra être jalouse de mieux sauvegarder et diriger toutes les forces jeunes.

Or si une machine quelconque, meuble ou pressoir, donnait des rendements aussi ridicules que nos baccalauréats, quel est l'industriel ou le paysan qui préférerait y renoncer et tenter du nouveau ?

Jean Brunhes,  
professeur au Collège de France

## L'anniversaire de la naissance de La Fayette

Le président du Conseil municipal a été informé par le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, que le maire de Philadelphie venait, au nom des habitants de cette ville, de faire remettre à l'ambassadeur de la République à Washington une réplique du drapeau américain, brodé spécialement et qui doit être hissé sur l'Independence Hall le 6 septembre prochain, jour anniversaire de la naissance de La Fayette. Ces deux drapeaux ont été confectionnés dans la maison historique où Beley Ross broda le premier emblème américain, et en sont l'interprétation exacte. Les treize étoiles représentant les treize Etats de l'époque, ont été brodées par six petites Françaises et sept petites Américaines.

M. Jusserand a suggéré que cet emblème flottât le 6 septembre sur l'Hôtel de Ville de Paris où, le lendemain de la prise de la Bastille, La Fayette, au comble de la popularité, a été proclamé commandant en chef de la garde nationale.

M. le président du Conseil des ministres a demandé au président du Conseil municipal de lui faire connaître si la suggestion de M. Jusserand rencontrait l'assentiment du Conseil municipal.

Le Bureau s'est réuni hier et, à l'unanimité, a décidé d'accueillir la proposition dont il était saisi. Le drapeau américain offert par M. le maire de Philadelphie flottera le 6 septembre sur l'Hôtel de Ville.

Conduites intérieures et Tournados Turcat-Méry et Lorraine-Diétrich, état neutre, à vendre.  
GUYONNET et ROUGIER

10, r. de Cormeille, Levallois. Tél. Wagram 62-40.

BACCALAUREATS, BREVETS, Licences, Programmes, 4<sup>es</sup> Ecoles, Fonctions Publiques, Prép. chez soi. Enseignement par correspondance. Versailles par correspondance. Gratuit. Gue Chardin, 10, rue de la Harpe, Paris.

Nous prions nos abonnés de vouloir bien, pour chaque changement d'adresse, nous envoyer l'une des dernières bandes de leur journal, en l'accompagnant de 0 fr. 50 en timbres-poste.

## L'ŒUVRE des Châtres

### ON LIRA CE MATIN :

#### La victoire de Verdun

Pendant que tous les regards sont braqués sur le champ de bataille des Flandres, brusquement, et sans crier gare, l'armée de Verdun sort de ses tranchées et tombe sur les Allemands. Retournons-nous vers ces braves gens pour les applaudir.

Mais attention ! Un peu de silence, s'il vous plaît. Hervé (Victoire), a deux mots à dire :

Peut-on prier nos pessimistes et nos sèmeurs de panique de ne pas recommencer, pendant cette nouvelle offensive, le beau travail qu'ils ont accompli dans les premières heures de notre offensive d'avril, du côté de Croonne ? Peut-on les supplier de ne pas recommencer à mettre en circulation des chiffres de morts et de blessés triples et quadruples des chiffres réels ? Vont-ils, cette fois, s'abstenir de démolir, d'assassiner de leurs ricanements féroces et de leurs reproches sanglants les chefs qui ont la redoutable mission de mener à bien cette nouvelle opération ?

Chut ! M. Hervé n'a pas fini :

Autre conseil : priez aux optimistes un peu trop ardents de l'arrière qui, à chaque offensive, croient que l'on va dans les huit jours arriver sur le Rhin, de modérer leurs espérances.

Le front d'attaque n'étant que de dix-huit kilomètres, il y a gros à parier que notre grand état-major n'a pas, cette fois, les vastes ambitions qu'il nourrissait en avril dernier.

On a tellement crié de partout à nos grands chefs militaires que la parole est impossible qu'il est à craindre malheureusement qu'ils n'aient à Verdun des prétentions trop modestes et qu'ils ne soient tombés dans un excès contraire à celui qu'on a reproché à tel ou tel de leurs prédécesseurs.

Pour le moment, contentons-nous donc des bonnes nouvelles que nous apporte le communiqué et rejoignons-nous surtout de voir que les nôtres ont conservé leur merveilleux mordant.

Merci, Hervé, merci de vos conseils ! Vous êtes bien gentil. Au revoir !

#### Le « Livre blanc » grec

Lecture recommandée à Notre Saint-Père le Pape.

Notre Saint-Père le Pape n'est excusable de ne pas vouloir poser la question des responsabilités de la guerre que s'il n'a pas encore réussi à se faire une opinion là-dessus. Au reste, qu'il n'y ait pas réussi, cela précisément est sans excuse, cela est le fait d'une coupable paresse d'esprit ; de sorte qu'au fond, tout au fond, et quelles que soient les causes immédiates de son attitude actuelle, le pape a tort. Mais combien plus grands seront ses torts quand il aura lu le Livre blanc grec ! La culpabilité de Guillaume II s'y étale dans une lumière accablante.

Dès l'origine des négociations diplomatiques, il alla à la guerre avec une résolution farouche.

Le 24 juillet 1914, c'est-à-dire le matin même où la Note austro-hongroise était enfin communiquée aux puissances, et par suite, avant qu'elles aient eu même la possibilité de soulever aucune objection, le ministre des affaires étrangères de Grèce, M. Streit — dont on sait la germanophilie — recevait du chargé d'affaires d'Allemagne la confidence que « la tournure des événements ne paraît pas exclure un conflit armé austro-serbe », que l'Allemagne « sera aux côtés de son allié », que la Bulgarie interviendra probablement, peut-être la Turquie, et qu'il serait désirable que la Grèce s'alignât à temps de la Serbie ».

Cette communication, à cette date, est une charge accablante. En effet, poursuit dans l'« Evénement » M. Pierre Bertrand, rien, le 24 juillet, ne permettait de prévoir une guerre européenne, si les Empires du Centre ne s'appliquaient à la provoquer. La démonstration en est facile, et le rédacteur de l'« Evénement » lui donne un clair développement. Il conclut :

Donc, d'une part, l'Entente, avec des conseils de modération à la Serbie et des propositions conciliantes aux Empires du Centre ; d'autre part, les Empires du Centre, amant et travaillant l'Europe orientale pour quelle s'arme. Est-ce que cela n'est pas clair, et quelle preuve de plus faut-il pour se convaincre que les Hohenzollern et les Habsbourg portent seuls la responsabilité de toutes nos souffrances, de toutes nos ruines, de tous nos deuils ?

#### L'appel du Pape

Un des points de vue les plus curieux et, n'hésions pas à le dire, les plus justes, auxquels on puisse se placer pour juger l'initiative du pape, est celui de M. Antonin Seuhl

dans la Bataille. C'est aussi un des plus élevés ; et voilà bien des qualités pour un simple point de vue de journaliste. Mais je le dis comme je le pense. Vous en jugerez vous-mêmes :

La note du pape est la revanche de Canossa. Lors de la querelle des investitures, le pouvoir temporel s'agenouillait en la personne de l'empereur d'Allemagne Henri IV devant le pouvoir spirituel.

Aujourd'hui, c'est le pape qui s'agenouille devant l'humanité, reconnaît les droits de celle-ci et supplie qu'on leur donne satisfaction.

Mais, après s'être agenouillé, le pape se relèvera-t-il pour désigner d'un doigt vengeur l'auteur de tant de crimes ? C'est là que nous l'attendons.

Nous l'attendrons longtemps si M. G. Brouville, du Radical, ne s'abuse point, car, selon lui, le geste du pape s'accorde trop bien avec l'attitude prise par Michaelis.

M. Michaelis est venu sur le devant de la scène affirmer très solennellement qu'il n'était pas dans ses intentions d'user actuellement de cette porte de sortie et qu'il réclamerait avec toute l'Allemagne une paix très honorifique avec des frontières élargies et des garanties économiques. Mais il s'est gardé prudemment de condamner la porte ou même de la verrouiller.

Et voici quel mule du pape apparaît au bas et la maintient entre-bâillée, ce pendant que Benoît XV remet au chancelier un document à propos duquel, tout à l'heure, lui, docteur Michaelis, balancerait des périodes au travers desquelles nous comprendrions que l'initiative du pape ne lui paraît pas désagréable.

Et le pape pèsera les mots de Michaelis, les rapprochera de la réponse de l'Entente, et il aura ainsi l'illusion de jouer le rôle de médiateur. Pour cela, bien des conditions sont encore nécessaires qu'il remplit peu à peu :

Jusqu'ici il ne s'était répandu dans ses homélies sur la paix qu'en formules vagues, où il éplorait le crime de la guerre. Bien entendu, pas une parole de reproche à l'égard des criminels qui l'avaient volontairement déclarée et qui la menaient par des moyens atroces.

Maintenant, il serre d'un peu plus près le problème. Il en demande l'évacuation. Encore un coup des armées anglo-françaises et il parlera de l'Alsace-Lorraine et de bien autre chose.

La puissance de notre canon a rendu la parole au pape. Elle le rendra bientôt tout à fait éloquent.

Et c'est pourquoi nous demandons qu'il ne soit point découragé dans ses efforts par le souvenir de l'émule de Léon-le-Grand, qui suit son verbiage, pour un instant, à la raison et à la sagesse le prédécesseur de Guillaume II, Attila le Grand.

Voilà donc le Radical qui demande qu'on ne décourage pas le pape. C'est de l'union sacrée, ou je ne m'y connais pas.

#### Les conditions de paix de l'Allemagne

Le fragment des mémoires de M. Gérard que le Daily Telegraph a publié hier matin, est particulièrement intéressant. Il nous fait connaître ce que M. de Bethmann-Hollweg n'a jamais voulu révéler : les conditions de paix de l'Allemagne au mois de janvier 1917, c'est-à-dire un mois à peine après le geste théâtral du 12 décembre, où l'empereur Guillaume « proposait la paix ». Et certes, en les communiquant à l'ambassadeur des Etats-Unis, le chancelier n'avait aucun intérêt à exagérer ses prétentions. Il aurait été plutôt tenté d'en dissimuler une partie. On peut donc considérer qu'il s'agissait d'un minimum irréductible.

Ainsi débute dans l'Humanité l'article de Douzelles. Mais la conclusion est plus intéressante, surtout si l'on considère le journal où ces lignes sont imprimées :

Avons-nous des raisons de penser que les conditions de l'Allemagne seraient aujourd'hui très différentes de celles que M. de Bethmann-Hollweg a confiées à M. Gérard ? Il ne le semble pas. La motion du Reichstag n'a été acceptée par le nouveau chancelier qu'avec une interprétation dont les pangermanistes ne sont déclarés satisfaits. Les changements qui ont eu lieu dans le personnel des ministères indiquent que le kaiserling Hindenburg et Ludendorff ont plus que jamais la direction de la politique allemande, aussi bien que des opérations militaires. Et au Reichstag même, la majorité qui a voté la motion n'existe plus. Il a suffi, semble-t-il, pour la faire disparaître, des succès remportés par les armées allemandes sur le front russo-roumain.

Peu confiant dans la « démocratisation » de l'Allemagne, le citoyen Douzelles.

Des dernières révélations de M. Gérard, Albert Milhaud, dans la Rappel, tire de son côté ces déductions :

Quelque chose de grave et de doux l'attendrait. Ils marchaient sans rien se dire, côte à côte. Ils savaient qu'ils s'appartenaient un jour, bientôt, comme à cette seconde semblait leur appartenir le monde.

— Vite ! dit-elle en rougissant. Rattrapons-les.

Leurs pas ne semblaient pas toucher le sol. Beau couple, où il était la jeunesse et où elle était l'amour.

— Diable ! fit Jean, il y a du nouveau. M. Miron et Pedro venaient au premier groupe, en gesticulant. Mme de Nerfeuil et Jean les rejoignaient au moment même où M. Miron s'exclamait :

Vous ne savez donc rien ? L'ordre est affiché.

— Oh ! murmura Elmira, plus d'espoir ! M. Townsend dit gravement :

— La balle tourne.

Pensif, Pedro à ces mots imaginait l'immense jeu de hasard, rouge et noir, avec ses trous d'ombre et de sang : il couvrait le ciel bleu. Un voile était tombé, sur la splendeur du soir. Tous se turent. Mais le silence était encore plus pénible que le déchaînement des paroles. Jean songeait, tout d'un coup, — pourquoi ? — à une vieille phrase de Poupette, entendue, oubliée :

« J'ai un frère qui partira. » Et il songea encore : « Moi, j'ai un frère, et il ne partira pas... » Il le trouvait juste. Chacun ses obligations... Et tout d'un coup il pensa aux siennes. Tant que rien n'était précisé encore, nulle réflexion ne l'avait troublé. Il avait le temps, avec le répit que lui donnait son tour d'appel, Classe 1914. La première qui, depuis la loi nouvelle, dut s'asseoir, à vingt ans, sous les drapeaux...

— Et alors ? jeta-t-il, qu'est-ce qu'on fait ici ?

Il voyait brusquement, à l'évidence, que sa place n'y était plus. Mais en ce cas, où était-elle ? Mme de Nerfeuil suivait, avec l'intuition de son âme délicate et fière, le travail qui se poursuivait, inconscient, sous

Il s'agissait donc de nous dépouiller, les Belges et nous, et de faire de nos avantages géographiques et de tous nos moyens respectifs des moyens de combat contre l'Angleterre et les Etats-Unis.

Ni Londres, ni Washington ne s'y sont trompés comme les événements l'ont prouvé. Si, en France, nous hésitions à rechercher des procédés pratiques pour nous mettre à l'abri, dans l'avenir, l'Angleterre et l'Amérique aviseraient. Mais les Français ne s'abandonneront pas eux-mêmes, espérons-le.

#### L'affaire Almereyda

Les hypothèses contradictoires mises en avant pour expliquer la mort d'Almereyda ont rendu M. Clemenceau perplexe. Mais la perplexité n'exclut pas chez le rédacteur de l'Homme enchaîné la mordacité, et les premières lignes de son article sont parmi les plus spirituellement rosses qu'il ait écrites depuis bien longtemps. Je cite deux paragraphes tout entiers. Ils en valent la peine :

Almereyda est entré dans l'histoire, mais en nous faussant compagnie. Sans faire injure à personne, je crois que le regrettable plus que ses deux camarades, MM. Leymarie et Melvy. L'ingratitude mène le monde. Ils se plaisaient à l'entendre. Ils s'accommodaient très bien d'un silence qui peut même leur paraître heureux. Du haut du ciel, Almereyda, lui verras que je serai seul à le regretter. On excusera le tutoiement que j'emprunte aux entretiens de M. le ministre de l'intérieur avec notre défunt.

Où, je me souviendrai d'Almereyda, même de quelques autres, et la preuve que mon souvenir leur demeure fidèle, c'est que je me proposais, au premier jour, de remettre cette affaire sur le tapis. Il le faut bien puisque M. Ribot en est décidément à croire que, pour le règlement de cette monstrueuse affaire, il lui suffira de se tourner les pouces, avec des hoquets quand on lui parle de l'ami de son ministre, avec des sourires d'ingratitude à double-sens, quand on l'interroge sur les conséquences gouvernementales de la liaison dangereuse. M. Ribot est un reste de grand poteau télégraphique dont les fils reluisants au soleil, aboultissent trop souvent à des récepteurs défectueux. Quand la besogne devient pressante, notre devoir est de nous employer à rétablir les communications. Je voudrais qu'il comptât sur mon zèle.

Ce n'est qu'à la colonne suivante que M. Clemenceau entreprend la critique des versions diverses qui nous ont été proposées. Il résume complaisamment celle du suicide :

Je réunis le double avantage d'avoir connu la cellule de Mazas, en ma jeunesse, à titre de détenu, et d'avoir été, comme ministre de l'intérieur, chef du service pénitentiaire. Je crois même pouvoir dire que jamais ministre n'inspecta, avec plus de soin, les prisons. Je puis donc affirmer en toute certitude que la première donnée de la cellule pénitentiaire est de supprimer tous moyens de suicide. La fenêtre est trop élevée pour qu'on puisse y accrocher corde ou laçot — ce que, d'ailleurs, ne permettrait pas le vitrage. La table est scellée dans le mur, la chaise est attachée à la table par une barre de fer. Il serait donc inutile d'y grimper. Je veux bien qu'il en soit autrement dans une infirmerie, mais là, par définition, il y a un infirmier...

Voici donc l'hypothèse à laquelle M. Clemenceau paraît vouloir s'arrêter personnellement :

Pour se tuer, il faut un motif. Cherchez. Il n'y en a point. On peut seulement supposer, en dehors d'Almereyda, des motifs de souhaiter sa disparition. Ce n'est rien de plus qu'une hypothèse. Mais c'est une hypothèse. Jusqu'ici, il n'y a pas même d'hypothèse de l'autre côté. Nous en sommes là. Lorsque paraîtra cet article, le gouvernement nous aura peut-être fait part des résultats de son enquête. Puisse-t-il aboutir à autre chose qu'à des impossibilités !

Or, pour une fois, l'article de M. Clemenceau n'a pas été devancé par les événements. Le rapport officiel sur la mort d'Almereyda est encore à paraître.

#### L'Apprenti

### La crise du papier

Est-ce parce qu'il y a trop de papier que le Journal officiel publie, dans la rubrique « Documents parlementaires », des rapports ne présentant plus aucun intérêt, puisque les lois qu'ils concernent ont été votées ? (Voir le rapport Chéron sur la loi Mourier, publié dix jours après le vote, le rapport Millières-Lacroix sur l'interdiction des avances sur pension, publié dix-sept jours après le vote de la loi.)

Est-ce parce qu'il y a trop de papier que le Bulletin officiel du ministère de l'Agriculture s'imprime sur un seul côté, laissant une page blanche au verso de chaque page noire ?

Feuilleton de L'ŒUVRE

du mardi 21 août 1917. — N° 33.

## LA TERRE NATALE

PAR  
VICTOR MARGUERITE

### TROISIÈME PARTIE

#### III

(Suite)

Et braquant son appareil comme un pistolet, il pressa le déclat.

— Pan ! dit Pablo, vous êtes prises.

Les mères les envient. Ils se laissent vivre au fil lumineux des minutes. L'angoisse des vieux, la gravité de l'heure ne pesaient pas à leur étourdie. Ils concevaient bien tout ce que le présent avait de tragique, et le lendemain, d'inconnu. Mais, tant que les dés n'étaient pas jetés, ils ne jugeaient pas la partie perdue ; ils ne s'y sentaient même pas personnellement engagés. Les résolutions qui dormaient en eux naîtraient, non de leurs réflexions, mais de leur instinct. Aucun d'eux ne s'était dit encore : « Qu'est-ce que je ferai ? » Deux mois se paraient Jean de l'instinct de l'appel. Et rien ne semblait, dans ce drame, assigner un rôle à Pablo...

Plus qu'eux, dont récemment l'adolescence avait été mêlée davantage à la vie de Bois-Doré, à ces sites de leurs rêveries et de leurs jeux, Alice avait ressenti l'émotion du pèlerinage. Elle s'était agenouillée à toutes les stations du chemin du souvenir. Ici, dans le bois épais des parterres, Nanou avait semé les œufs colorés qu'on cherchait, qu'on trouvait avec des cris de joie, le matin de Pâques, tandis que dans le ciel léger les cloches s'en revenaient de

Rome, avec leurs carillons. On écarquillait les yeux. Elles volaient trop haut !... Là, sous les marronniers, où Pablo dénichait une couvée de merles, quelle peur il lui avait faite, en dégringolant avec une branche cassée !... La mousse et les fougères avaient envahi le banc où tous trois ils s'étaient, en croquant des noisettes, les aventures des héros de Jules Verne. Et le frêne où ils avaient gravé leurs initiales, avec le canif de Jean ! L'écorce avait repoussé, cicatrice noire, déformant les lettres... Jacqueline de Nerfeuil, autant qu'Alice, se passionnait à cette évocation. Elle eût voulu que son nom fût entrelacé avec celui qui, peu à peu, disparaissait là. Elle éprouvait un sentiment si vif qu'il s'étendait sur le passé, en même temps qu'il s'effrayait, obscurément, de l'avenir. Flamme précaire où se consumait délicieusement la minute présente. A trente-sept ans, elle aimait pour la première fois. Printemps, été, automne, toute l'explosion tardive d'un feu longtemps couvé.

— Si l'on remonte ? proposa Elmira. Lucien et Pedro doivent être rentrés, et nous attendre.

On s'achemina, d'un pas désœuvré, vers le château. La préoccupation visible de Mme Miron assombrissait d'un serein soudain toutes les pensées d'Alice, aussitôt, s'enquêtait des décisions Adélie la mettait au courant :

— Ton père et la mère ont résolu de rester. Nous en ferons autant, naturellement, Pedro et moi. Vous, c'est-à-dire toi, John, Pablo et Jean, vous allez sans doute repartir, ce soir ou demain matin, on va voir...

— Repartir ? Et pour où ?

— Mais... Villerville... En attendant ce que ton mari résoudra. La villa est à votre disposition, tant qu'il vous plaira...

— Et moi, mère ? dit Pablo.

— Toi ?...

Elle déclara, sans hésitation, car pas plus

son mari que son fils, elle ne songeait que la guerre pût les happer dans l'engrenage :

— Tout aussi... A moins qu'à Paris tu ne trouves à te rendre plus utile, en attendant qu'on regagne Buenos-Ayres ? Ton père, sa mission terminée, devra, lorsque nous serons entièrement rassurés sur le sort de Bois-Doré, se préoccuper du retour...

— Et ma clinique ?... Je devais y entrer après les vacances, et passer l'hiver à Paris... Il n'y a pas de raison pour changer de projets... Crois-tu que les hôpitaux vont fermer ?... C'est le moment où jamais d'être là. Il y aura du travail pour les médecins.

— Evidemment...

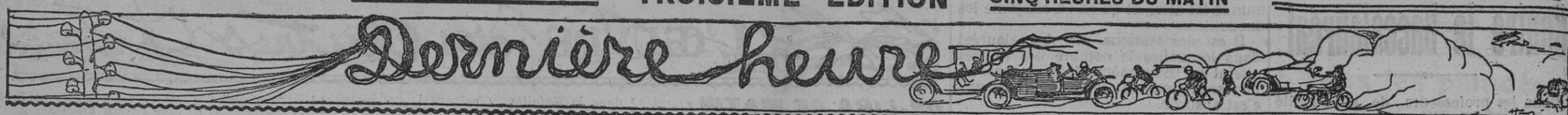
Elle ébauchait une réponse plus nette, partagée entre la justesse de la remarque et son sentiment maternel : qui sait comment tourneraient les choses, et si Paris même serait à l'abri ?... Elle n'eut pas aimé, étant loin de Pablo, le savoir exposé à un danger possible.

Instinctivement, sans se soucier des autres Jean et Jacqueline avaient senti. Au tournant d'une allée ils se virent seuls, et s'arrêtaient. La solitude, le silence les enveloppaient, les surprenaient... Pour la première fois depuis le jour, déjà lointain, du premier, furtif baiser, ils se trouvaient ensemble, sans personne... Elle rougit d'embarras et de plaisir. Une gêne délicate tourmentait son âme simple. Son trouble était si visible qu'il gagna Jean. Elle était adossée au tronc d'un acacia. Il était devant elle, gauche, comme Adam se tenait près d'Eve... La pelouse, les massifs en fleurs, les arbres ivres de clarté furent l'enchantement d'un paradis. Ils se sentaient projetés comme au dehors, au-dessus d'eux-mêmes. L'obscur, éternel désir élançait l'un vers l'autre leurs mains qui se cherchaient et leurs lèvres qui s'unirent. Elle le repoussa, avec un soupir profond.

Il n'essaya pas d'autre attaque. Il sentait bien qu'elle était différente de toutes celles qu'il avait pu jusqu'ici étendre.

(A suivre)





## LA MORT D'ALMEREYDA

## Le rapport médical conclut au suicide

(Communiqué officiel)

M. René Viviani, ministre de la justice, a reçu hier soir 20 août, à huit heures, le rapport médico-légal établi et signé par les docteurs Viber, Dervieux et Socquet. Le garde des sceaux avait dû se dessaisir il y a trois jours de l'enquête judiciaire entre les mains des experts, afin de leur permettre de rédiger leur rapport. C'est ce qui explique qu'il a dû différer jusqu'à ce jour les sanctions ; on verra plus loin les mesures prises.

Les trois experts, après avoir décrit les constatations matérielles, techniques, médicales faites par eux, tant sur le cadavre de Vigo que dans la salle où il se trouvait, constataient sur Vigo l'existence d'une péritonite suppurée et d'une appendicite aiguë le mettant en imminence de danger de mort ; après avoir décrit le sillon profond se trouvant sur le côté gauche du cou et interrompu sur une grande partie du côté du cou, les ecchymoses se trouvant sur le côté gauche du corps, et correspondant, aux mouvements désordonnés que font les pendus dans leurs convulsions ; constaté que les lacets noués entre eux s'appliquaient au sillon ; que ces lacets sont en tresse de fil formant des lacets doubles, par conséquent très résistants, non usagés, presque neufs, tous deux cassés par rupture et non par instrument ; mesurant, l'un qui s'est rompu en deux, 95 centimètres de long, l'autre, qui a été cassé en trois, 96 centimètres ; tous deux sur huit millimètres de large ; après avoir constaté que les lacets avaient été attachés à un barreau du lit et que la secousse a marqué ce barreau au point de faire apparaître parmi certaines éraillures sur le vernis une plaque de métal que recouvrait auparavant la peinture ; après avoir constaté que la survie est scientifiquement possible et que, d'après l'enquête menée par les magistrats, elle s'est manifestée par ce fait qu'après la strangulation Vigo a parlé, réclamé un pot de confiture et du raisin, qu'on lui donna, les experts évincent l'hypothèse d'une mort naturelle et celle d'un accident. Envisageant l'hypothèse d'un homicide, ils la repoussent, parce qu'elle ne concorde ni avec les résultats de l'autopsie, ni avec les constatations matérielles, ni avec les données de l'enquête.

En envisageant ce premier fait, qu'en cas d'homicide, le sillon autour du cou aurait été interrompu, l'agresseur l'ayant saisi tout entier avec le lacet, tandis que le cou porte un sillon sur le côté gauche, interrompu sur une grande partie du côté droit, et ils invoquent cet autre fait qu'en cas d'homicide, la victime se serait débattue, qu'on retrouverait même, au cas de lutte inégale, sur le corps les stigmates de cette lutte, qu'il n'y a eu aucune lutte, démentant l'attentat, puisqu'il a eu assez de lucidité et de force pour demander des confitures et du raisin.

Cependant, l'un des experts a tenu à noter qu'il se pourrait que l'hypothèse de l'homicide peut être envisagée au cas où il serait démontré que Vigo n'a pu ni se défendre, ni appeler.

Les trois experts évincent l'hypothèse de l'homicide, qu'écartent leurs constatations, et concluent que les constatations par eux faites coïncident, sans aucune exception, de la façon la plus absolue avec la seule hypothèse qu'ils puissent admettre : celle du suicide.

De l'enquête judiciaire, il résulte que, dans la nuit du 12 au 13 août, Vigo aurait tenté trois fois de se suicider à l'aide des lacets de ses bottines ; il a avoué lui-même le fait le matin du 13, à Avril, chargé de lui faire des piqures.

## LES SANCTIONS

Des sanctions sont prises contre le médecin et des gardiens de la prison. Le médecin sera déplacé et plusieurs gardiens révoqués.

## UNE NOUVELLE PLAINTE

Aujourd'hui, par les soins de M. Paul Morel, avocat à la Cour, une nouvelle plainte a été déposée entre les mains de M. Coullard, faisant fonction de doyen des juges d'instruction.

Voici le texte de cette plainte, déposée par Mme Emilie-Claire Almereyda, au nom de son fils mineur :

« Monsieur le juge d'instruction, « J'ai appris que les anciens collaborateurs de M. Vigo-Almereyda avaient déposé, entre vos mains, une dénonciation de l'assassinat commis sur sa personne et une plainte contre inconnu.

« Au nom de mon fils mineur, Jean Vigo, qui est le fils de M. Vigo-Almereyda et qui a été reconnu par son père et par sa mère, j'ai l'honneur de joindre ma plainte à la plainte portée par M. Claret, M. Fournie et M. Die.

« Je déclare également me porter partie civile à l'instruction que je requière, et j'offre de faire au greffe la consignation qui sera demandée.

« Veuillez agréer, etc... »

## LA GUERRE AÉRIENNE

## Un raid anglais en Belgique

Londres, 20 août. — L'Amirauté annonce que de nombreuses tonnes de bombes ont été jetées au cours de la nuit du 19 août par l'aviation navale sur les objectifs militaires suivants : gare Saint-Pierre et Voregarde de Gand, parc de Thourout, ainsi que sur des dépôts de munitions et les docks de Bruges.

Un raid a été également effectué hier matin sur l'aérodrome de Snelliegler, où un coup direct a été observé sur un grand hangar.

A leur retour, nos appareils ont été attaqués par des avions ennemis qui ont été repoussés avec l'aide d'une patrouille d'aviation militaire. Un appareil ennemi est descendu désemparé. Tous nos avions sont rentrés indemnes.

## LES ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE

## LA GRÈVE GÉNÉRALE est terminée

Madrid, 20 août. — Il se confirme que la grève générale a complètement avorté. La tranquillité est maintenant rétablie dans toutes les provinces.

Le ministre de l'intérieur vient de démentir officiellement l'arrestation de la marquise Ayorba, à Vigo, mariée à un socialiste. Le gouvernement dément également les arrestations du docteur Lluvia Macia, à Barcelone, et de M. Unamuno, à Salamanque.

## Dans les provinces

Madrid, 20 août. — Les dernières nouvelles de Bilbao annoncent que la tranquillité règne à nouveau dans la ville. Les cinémas et les bals publics sont ouverts ; les jardins des Champs-Élysées offrent le spectacle de la plus grande animation.

De nombreux ouvriers, désireux de reprendre le travail aujourd'hui, ont demandé la protection du gouverneur militaire.

Les souscriptions en faveur des victimes de l'attentat criminel du chemin de fer de Bilbao atteignent déjà une somme considérable. La Société des hauts-fourneaux à Saragosse, la tranquillité est également absolue. Les tramways et les voitures circulent normalement.

Les trains circulent sans incident malgré la grande affluence de voyageurs.

## Réunion du Conseil des ministres

Madrid, 20 août. — Le conseil des ministres s'est réuni aujourd'hui. Devant la situation rassurante du pays, il a été décidé de renvoyer dans leurs foyers les soldats mobilisés à la suite du mouvement révolutionnaire.

Le conseil s'est prononcé en faveur de l'ouverture d'un crédit spécial de 77 millions de pesetas destiné à la réorganisation de l'armée de terre.

Le président du Conseil, M. Dato, a fait savoir que la Banque d'Espagne remet 100.000 pesetas pour les orphelins des gardes et de tous les fonctionnaires et employés tombés victimes de leur devoir au cours des derniers événements. M. Dato a ajouté qu'une souscription nationale sera ouverte et que cette somme figurera sur la liste en premier lieu.

Dans les milieux politiques, on attache une grande importance au conseil des ministres de ce jour. Il est certain, en effet, qu'en dehors des questions auxquelles il vient d'être fait allusion, celle des sanctions à appliquer aux auteurs du dernier soulèvement, ainsi que celle du maintien de l'état de siège, ont été discutées. Les délibérations continueront d'ailleurs demain.

## EN AUTRICHE-HONGRIE

## L'empereur Charles à Budapest

Zurich, 20 août. — Un télégramme de Vienne annonce que l'empereur Charles est arrivé à Budapest dimanche soir. — (Radio.)

## Une conférence socialiste à Vienne

Zurich, 20 août. — On mande de Berlin que, le 29 août, aura lieu à Vienne une conférence des représentants des partis socialistes des puissances centrales. La situation internationale y sera longuement étudiée. — (Radio.)

## Une usine saute près de Québec

## Trois cents victimes

Montréal, 20 août. — Une terrible explosion, suivie d'un incendie, s'est produite dans une fabrique de Rigaud, comté de Québec. Les employés du chemin de fer qui viennent du lieu du sinistre rapportent qu'une quarantaine de maisons ont été rasées par la force de l'explosion et qu'une épaisse fumée couvre la campagne environnante. Suivant les dernières nouvelles, le nombre des victimes serait de 300, sur lesquelles il y aurait 250 morts.

Un train de médecins et d'ambulanciers est parti de Montréal pour porter des secours.

**Carburateur ZENITH**

sur tous les modèles de véhicules automobiles utilisés aux Armées.

Société du Carburateur ZENITH

Siège social et Usines : 51, chemin Feuillet, — LYON

Maison à PARIS : 15, rue du Débarcadere

Usines et succursales : LYON, PARIS, LONDRES, LA HAYE, MILAN, GENEVE, DUBLIN, NEW-YORK.

Le siège social, à Lyon, répond par courrier à toute demande de renseignements ou commercial.

Envoi immédiat de toutes pièces

Le gérant : VICTOR ATKINSON

Société anonyme des Imprimeries WELHOFF et ROGEE, 18-19, rue Nôtre-Dame-des-Victoires, Paris.

## LA RÉVOLUTION RUSSE

## La déportation du tsar

Petrograd, 19 août. — Le gouvernement provisoire communique la note suivante :

Le gouvernement a décidé pour des considérations et des nécessités d'ordre d'Etat, de transférer dans une nouvelle résidence l'ex-empereur et l'ex-impératrice qui sont détenus et surveillés.

La ville de Tobolsk a été désignée comme nouvelle résidence de l'ex-empereur et de l'ex-impératrice qui y ont été dirigés ; toutes les mesures nécessaires de sûreté avaient été prises à cette occasion.

Les enfants et quelques personnes de l'entourage de l'ex-empereur et de l'ex-impératrice se sont rendus avec eux à Tobolsk de leur plein gré et dans les mêmes conditions qu'eux.

## Démenti officiel au comte de Pourtalès

Petrograd, 20 août. — Nous recevons communication du démenti officiel suivant qui paraîtra demain dans les journaux de Petrograd :

M. de Pourtalès raconte que le 17-30 juillet, à l'issue d'un dîner auquel assistait notamment le général Soukhomlinov, un jeune attaché de l'ambassade de France aurait annoncé à celui-ci, « avec une joie non dissimulée », douze heures avant la mobilisation générale russe, que la guerre était déclarée. L'ambassadeur allemand ajoute que cette communication aurait été désagréable au général Soukhomlinov.

Il convient de faire observer, en réponse à ces allégations :

1° Que le dîner auquel il est fait allusion fut offert le mardi 15-28 juillet, c'est-à-dire soixante heures avant la mobilisation générale russe et cinq jours avant la mobilisation générale française ;

2° Un membre de l'ambassade de France a, en effet, annoncé ce soir-là au général Soukhomlinov, qui l'ignorait encore, la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, nouvelle que venait de recevoir le correspondant d'un journal de Petrograd ;

3° Aucun Allemand et aucun Autrichien n'assistaient à ce dîner. Le récit qu'en fait M. de Pourtalès, en s'appuyant sur un témoignage qu'il s'abstient de citer, est de tous points erroné. — (Radio.)

## La bataille des Flandres

## FRONT BRITANNIQUE

Communiqué du 20 août, après-midi. — Une contre-attaque, lancée au cours de la nuit sur les positions ennemies par nous hier matin au sud-est d'Épéhy, a été entièrement rejetée à la suite d'un violent combat.

Nous avons exécuté avec succès, la nuit dernière, un coup de main au sud de Lens. Notre ligne a été légèrement avancée sur le front de bataille d'Ypres au sud-est de Saint-Janshoek.

Communiqué du 20 août, 21 h. 30. — L'ennemi a tenté, au cours de la matinée, une nouvelle contre-attaque sur les positions récemment conquises par nous au sud-est d'Épéhy. Pris sous le feu de notre artillerie, au moment où elles gagnaient leurs positions en vue de l'assaut, les troupes allemandes ont été dispersées et l'attaque n'a pu se développer.

Des engagements de patrouilles qui nous ont permis d'effectuer une certaine progression ont eu lieu au cours de la journée, aux abords nord-ouest de Lens.

Un détachement ennemi a réussi à pénétrer dans nos lignes ce matin, à l'est d'Armentières ; deux de nos hommes ont disparu.

D'importantes formations aériennes ennemies, opérant à une assez grande distance à l'intérieur de leurs lignes, ont vainement essayé hier d'entraver l'action de nos appareils de bombardement, de photographie et de reconnaissance. Les opérations de bombardement n'en ont pas moins continué. Un train allemand a été détruit ; des dépôts et gares ont subi des dégâts.

Le travail de l'artillerie s'est effectué avec d'excellents résultats ; de nombreux clichés ont été pris.

Deux avions allemands ont été abattus en combats aériens ; quatre autres ont dû atterrir désemparés ; un septième a été abattu dans nos lignes par nos canons spéciaux.

Six des nôtres ne sont pas rentrés.

## Les preuves de la trahison de Constantin sont données par le "Livre blanc"

Athènes, 20 août. — Le Livre blanc qui vient d'être distribué aux députés contient plusieurs documents d'une importance particulière.

A la date du 24 juillet 1914 (nouveau style), M. Streit, ministre des affaires étrangères, télégraphie à M. Venizelos, qui se trouve en Europe :

Le chargé d'affaires d'Allemagne est venu me lire strictement confidentiellement une dépêche de son gouvernement suivant laquelle la tournure des événements ne paraît pas exclure un conflit armé austro-serbe. Le gouvernement impérial sera aux côtés de son allié. En ce cas, la Bulgarie en profitera probablement. On ne sait pas si la Turquie restera indifférente. Il serait désirable que la Grèce s'abstienne à l'égard de la Serbie. Un arrangement avec la Turquie au sujet d'une neutralité mutuelle paraîtrait indiqué. Je me suis réservé, avant de répondre à ces suggestions, de communiquer avec Votre Excellence et avec le roi tout en assurant que le gouvernement royal ne manquerait pas d'agir dans le sens de la « conservation de la paix et tout en indiquant les difficultés de notre situation, pour le cas d'une participation de la Bulgarie, à la suite des obligations que nous avons assumées, et en ce qui concerne l'isolement où nous resterions si un cas analogue se présentait plus tard pour la Serbie dans un conflit gréco-bulgar.

A la date du 22 juillet 1914 (ancien style), M. Théotokis, ministre de Grèce à Berlin, télégraphie de Berlin :

L'empereur vient de me télégraphier en me priant de me rendre chez lui. Aussitôt introduit, le kaiser me donna lecture d'un télégramme qu'il venait de recevoir du roi Constantin et me chargea de répondre ce qui suit :

L'empereur fait savoir qu'une alliance a été conclue aujourd'hui entre l'Allemagne, la Turquie, la Bulgarie et la Roumanie se rangent également du côté de l'Allemagne. Les navires allemands qui se trouvent en Méditerranée vont s'unir à la flotte turque et agir ensemble. Par ce procédé, le roi des Hellènes constatera que tous les Etats balkaniques se sont rangés aux côtés de l'Allemagne dans la lutte entreprise contre le slavisme.

Le kaiser, en portant ces considérations à la connaissance de Votre Majesté, la prie, en faisant appel au camarade, au maréchal allemand dont l'armée allemande s'engouffrait et en rappelant à son beau-frère que la Grèce a gardé Cavalla grâce à l'appui du kaiser, la prie de vouloir bien mobiliser son armée, de se placer aux côtés de l'empereur et de marcher ensemble la main dans la main contre le slavisme et l'ennemi commun.

Si la Grèce ne se range pas aux côtés de l'Allemagne, alors tout sera rompu entre la Grèce et l'empire.

L'empereur a ajouté : « Ce que je demande aujourd'hui, c'est de mettre à exécution ce que les deux souverains ont discuté souvent. »

A la date du 25 juillet, le roi Constantin a répondu par la voie étrangère :

L'empereur sait que mes sympathies personnelles et mes opinions politiques m'attirent de son côté ; je n'oublierai jamais que nous lui devons Cavalla ; mais, réflexion faite, je ne vois pas comment je puis lui être utile en mobilisant du côté de la Méditerranée, étant à la discrétion des flottes anglo-françaises, qui détruiront mes flottes de guerre et marchande. Je crois qu'il est nécessaire de maintenir la neutralité qui pourra lui être utile, avec l'assurance que je ne toucherai pas à ses amis, mes voisins, pourvu qu'ils ne touchent pas à nos intérêts dans les Balkans.

M. Théotokis, revenant à la charge, a télégraphié au roi Constantin le 22 juillet (ancien style)

Après avoir vu l'empereur, j'ai eu une longue conversation avec von Jagow, qui m'a confirmé, sous le sceau du secret le plus absolu, la conclusion d'une alliance entre la Turquie et l'Allemagne. Les troupes turques seront placées sous le haut commandement du sultan et de généraux turcs, mais Liman von Sanders interviendra dans la direction. Von Jagow estime que notre sauvegarde veut que nous marchions avec les autres Etats balkaniques contre la Russie et la Serbie. Ayant fait observer les dangers auxquels nous sommes exposés par suite de notre situation géographique, von Jagow a répondu qu'il ne croyait pas que l'Angleterre agirait contre la Grèce.

M. Théotokis ajoutait :

Si nous acceptons de nous rendre à l'appel de l'empereur, je crois que nous devrions demander des précisions sur ce qu'il nous demande de faire et ce qu'il nous assurera en cas de réussite. J'ai l'impression qu'il n'aurait aucune objection à nous voir agrandir aux dépens de la Serbie.

M. Théotokis conclut :

Je vous supplie de peser d'une manière mé-

culieuse les conséquences immenses dans le présent et dans l'avenir qu'entraînerait un refus de notre part de nous rendre à l'appel de l'empereur.

Le même M. Théotokis avait du reste le courage de télégraphier à M. Streit, le 25 juillet (ancien style) ce qui suit :

Si l'Allemagne et l'Autriche sont victorieuses contre la Russie, il est incontestable que la Bulgarie s'agrandira aux dépens de la Serbie et la Roumanie aux dépens de la Russie. Je ne pense pas que nous ayons intérêt à voir cet agrandissement que nous ne pouvons empêcher sans le danger de nous agrandir aussi. Le seul moyen de tant qu'ils le resteront, et agir des qu'ils réussissent serait de coopérer avec les Bulgares contre les Serbes, qui seront tellement réduits qu'ils ne pourront jamais renaître. Nous devons nous entendre avec les Bulgares pour rester neutres tant qu'ils le resteront, et agir des qu'ils agissent.

Berlin n'aurait aucune objection à nous voir prendre des compensations sur l'Albanie, qui, avec la Serbie inexistant, ne présenterait plus pour l'Autriche les raisons qui ont contribué à ce qu'elle fut créée et maintenue. Je conçois les scrupules qu'une pareille politique pourrait vous inspirer à l'égard des rapports que nous avons avec la Serbie, mais actuellement il s'agit de notre existence et de profiter, autant que possible, du déclenchement général.

Le Livre blanc publie aussi les textes comportant des conventions militaires gréco-serbes.

La dernière convention stipule qu'en cas de guerre contre une des puissances engagées, dans les circonstances prévues par le traité d'alliance ou en cas d'une attaque à l'improviste de masses importantes de l'armée bulgare contre l'armée grecque ou serbe, les deux Etats se promettent un appui mutuel, la Grèce par toutes ses forces militaires sur terre et sur mer, et la Serbie par ses forces sur terre.

## Le prince Ypsilanti arrêté

Athènes, 18 août (retardée en transmission). — Le prince Ypsilanti, grand écuyer du roi, vient d'être arrêté.

Il a été incarcéré, ce matin, à la suite d'une plainte pour tentative d'assassinat portée contre lui par M. Bouakis, maire d'Athènes. — (Radio.)

## LA SUCCESSION DE BASSERMANN

Berne, 20 août. — Le comité central du parti national-libéral, doit se réunir à Berlin le 24 septembre, pour nommer son président à la place de Bassermann.

On pense que le successeur de Bassermann sera le docteur Friedberg. Le député Stresemann deviendrait premier vice-président, et le conseiller secret Vogel resterait second vice-président.

Pendant la maladie de Bassermann, la fraction nationale-libérale du Reichstag avait mis à sa tête trois présidents : le prince Schönaich-Carolath, Schieffer et Stresemann.

Si la fraction revenait à ses anciens usages, c'est sans doute Stresemann qu'on choisirait comme chef du parti au Reichstag.

## M. Bernstorff est nommé ambassadeur à Constantinople

Amsterdam, 20 août. — La Gazette de Voss annonce que le comte Bernstorff a été nommé ambassadeur à Constantinople et qu'il va partir immédiatement pour la Turquie.

## SALONIQUE EN FLAMMES

## La moitié de la ville est détruite

Salonique, 20 août. — Un violent incendie s'est déclaré dans le quartier bulgare. Les troupes sont arrivées immédiatement, mais le vent, soufflant avec force, a donné à l'incendie un développement extraordinaire.

Malgré tous les efforts des Grecs et des troupes alliées, l'incendie a pris des proportions dépassant tout ce que l'imagination peut concevoir.

A l'heure actuelle, la moitié de la ville est en proie aux flammes. Tout le quartier commerçant est anéanti. Plus de quarante mille Israélites se trouvent sans abri.

L'église Saint-Démètre, un joyau du temps passé, est à moitié détruite. Les états-majors alliés et les autorités helléniques prennent toutes les précautions nécessaires. Le vent ayant diminué de violence, le sinistre paraît maîtrisé.

## Dans le haut commandement russe

Du Bureau d'informations militaires russe :

Le général Denikine, ancien chef d'état-major au grand quartier général, qui, dernièrement, commanda sur le front ouest, est nommé commandant des armées du front sud-ouest. Le général Palouvié, qui commanda au front sud-ouest, est nommé commandant des armées du front ouest.

## Le bombardement de Monastir

(Communiqué du bureau de la presse serbe)

Corfou, 20 août. — Avant-hier, sans raison ni combat sur ce front, les Bulgares ont bombardé de nouveau Monastir plus terriblement que jamais auparavant.

Environ deux mille bombes ont été lancées entre 17 et 21 heures.

Outre les victimes non encore dénombrées et un grand nombre d'édifices détruits, un bon quart de la ville a été brûlé.

La population affolée, pour la plupart des femmes et des enfants, s'était enfuie des maisons détruites et incendiées dans diverses directions ; elle a été recueillie et dirigée sur l'arrière.

Cette destruction sans raison d'une ville n'ayant ni armée ni établissements militaires et cette tuerie sauvage d'une population innocente ne peuvent être expliquées que par la fureur et la haine barbares des Bulgares pour tout ce qui est serbe.

Réclamez dans tous les débits la nouvelle cigarette Muratti "CLASSIC"

en tabac de Virginie — 0.80 la boîte de 10

ainsi que les "ARISTON" de luxe ou gold "YOUNG LADIES" "AFTER LUNCH" "BOUQUETS" carton ou liège MURATTI Sons & C<sup>ie</sup> Ltd — MANCHESTER

3, RUE TAITBOUT, PARIS, 17. TÉLÉPHONE 507.14-50

ACHÈTE AU MAXIMA MAXIMUM BIJOUX. ANTIQUITÉS, AUTOS, OBJETS D'ART, ETC.

POUR ALLIÉS avec les Nouveaux vocabulaires Français-Anglais, Français-Russe, Français-Italien, Français-Serbe-Roumain-Arabe, etc. Prix relié : 2 fr. 50. Franco par la poste : 3 francs. Manuels de conversation en 12 langues 1.50 et 3 fr. Librairie, 8, Rue Renault, 8, Paris (XI).

G. HEUDEBERT

EN VENTE : Maisons d'Alimentation. Envoi BROCHURES sur demande : Usines de NANTERRE (Seine).

**LE SANG est la SOURCE de la VIE**

**Les Pilules Pink**

sont une SOURCE DE SANG

**Rhume de cerveau GOMENOL-RHINO**

Dans toutes les bonnes pharmacies : 2.50 et 17, rue Ambroise-Thomas, Paris, contre 2.75 (impôt en sus).

**Mesdames !**

Si vous souffrez d'affections abdominales ou d'obésité, portez la nouvelle Ceinture-Maillet du Dr Claran. Procure un soulagement immédiat et une aisance parfaite. Etab<sup>le</sup> C.-A. Claviers, 234, Faubourg Saint-Martin, Paris. Applications tous les jours, de 9 h. à 7 h. p. Dames Spécialistes.